

# LES BOCHES D'ONTARIO

Le *Bien Public*, des Trois-Rivières, publiait, le 17 juin, la lettre que Sa Grandeur Monseigneur Latulippe, vicaire apostolique du Témiscamingue, écrivait récemment de Québec à un groupe d'enfants qui ont sacrifié leurs prix de fin d'année pour la cause de leurs "petits frères d'Ontario".

Voici le texte de cette lettre exquise, digne de l'auteur de la belle *Prière à Jeanne d'Arc*:

Archevêché de Québec,

Québec, 9 juin 1915.

A mes chers petits amis, qui croissent et s'épanouissent comme des fleurs, dans le jardin de l'Enfance de Sainte-Ursule, sous le doux soleil de la Providence.

Mes chers enfants,

Votre aimable et si gentille messagère du 30 mai m'a fait grand plaisir. Je profite du premier loisir pour vous remercier, non seulement de votre lettre, mais aussi du don généreux qu'elle m'annonce en faveur de vos petits frères d'Ontario.

Veuille le bon Dieu qui vous a inspiré cet acte de généreuse charité vous en récompenser. Veuille la bonne mère du ciel vous garder et vous protéger pendant les vacances. Veuille la puissante Jeanne d'Arc vous conduire à la victoire dont je vous ai parlé et vous aider à chasser bien loin de vos âmes ces vilains Boches que vous n'oubliez pas. En même temps, vos prières d'enfants et les munitions de guerre que vous nous envoyez nous aideront à bouter les nôtres hors nos écoles où il viennent opprimer le doux parler de France. Dès que je serai de retour à Haileybury, j'adresserai votre lettre au *Droit* pour qu'il la publie. Un tel parfum de générosité enfantine ne doit pas embaumer seul le Jardin de l'Enfance de Sainte-Ursule, il faut que le souffle puissant de notre grand journal français d'Ottawa le jette à toutes les brises de la terre canadienne.

Je vous bénis affectueusement et je demeure l'évêque qui espère.

†ELIE A. Ev. de Catenna.

V. A. T.

Sa Grandeur Mgr Latulippe, le plus doux et le plus conciliant des hommes,—conciliant au sens vrai du mot, bien entendu—n'hésite pas plus que nous à comparer les anglicisateurs de sa province aux Boches de Prusse. C'est qu'il les connaît bien, lui qui a vainement tenté d'opérer avec le gouvernement de l'Ontario ce règlement à l'amiable, prélude de celui dont M. L.-P. Pelletier a dit qu'il allait aux extrêmes limites des concessions.

\* \* \*

C'est sans doute après avoir lu cette lettre du vénérable évêque que l'*Action Sociale*, devenue l'*Action Catholique*, adressait aux défenseurs de la minorité, dans son numéro du 23 juin, cette leçon doctorale reproduite si complaisamment par la *Patrie* du 25 juin:

C'est une banalité monumentale de dire que nous devons, des deux côtés, cesser de nous battre, si nous voulons avoir la paix, mais si cette banalité était pratiquement comprise, on aurait fait un grand pas vers cette paix désirée. On en ferait un autre, et un grand, si des deux côtés on voulait consentir une armistice, en cessant les attaques grandes ou petites, légales ou verbales, les attaques des discours et des articles de journaux, les mots blessants ou méprisants, que nous nous prodiguons trop généreusement. Ainsi, pour prendre un exemple apporté par la *Round Table*, on peut très bien maintenir et défendre les droits scolaires de nos compatriotes français de l'Ontario, sans traiter de *Boches* ou de *Prussiens* nos compatriotes anglais de la même province. N'oublions pas non plus un sentiment, qui est légitime et naturel chez les autres, comme il l'est chez nous, c'est que personne n'aime voir proclamer par un écrivain ou un orateur d'un autre pays et d'une autre race, surtout en termes agressifs ou blessants, les torts réels, dont on convient sans aigreur entre concitoyens et compatriotes de même race.

Ainsi, au dire de l'*Action Catholique*, la minorité de l'Ontario devrait cesser de poursuivre devant les tribunaux la revendication de ses droits violés, ses représentants et ses défenseurs devraient s'abstenir de qualifier comme ils le méritent les politiciens qui imposent à nos compatriotes un régime scolaire plus injuste et plus tyrannique que celui que les Prussiens ont appliqué à l'Alsace-Lorraine.

Si les Canadiens-français de l'Ontario doivent cesser les "attaques légales", à quoi bon encourager la souscription organisée par l'Association de la Jeunesse Catholique, sous le haut patronage de Son Eminence le Cardinal Bégin et de Sa Grandeur Monseigneur l'Archevêque de Montréal? L'un des objets principaux de cette souscription est précisément d'encourager et de multiplier ces "attaques légales" et de les porter jusqu'au pied du trône afin de faire décider une fois pour toutes si le pacte fédéral, selon la forte parole du Président du Sénat, "est un pacte ou un piège d'infamie".

\* \* \*

Si les Alsaciens et leurs vaillants défenseurs, Mgr Dupont des Loges, l'abbé Wetterlé, le chanoine Collin et tant d'autres prêtres et laïques qui ont préféré la lutte et la persécution au désarmement, avaient suivi la voie facile de la conciliation, la question alsacienne serait sans doute réglée aujourd'hui—règlée à la satisfaction des Boches et des transfuges alsaciens. Ils auraient accepté bénévolement le joug prussien; ils auraient cessé les "attaques grandes et petites, légales et verbales", contre le kaiser et ses représentants, contre les lois et le régime administratif du vainqueur. Ils seraient alors devenus les "enfants gâtés" de l'Empire—c'est l'expression même dont se servait en ma présence, trois jours avant la déclaration de la guerre, un jeune journaliste alsacien, fidèle disciple de l'abbé Wetterlé. Mais alors, ils n'auraient pas tardé à s'assimiler; leur raison d'être comme peuple, comme entité nationale, comme représentants d'un droit d'une tradition, d'une civilisation particulière, aurait cessé.

Ce serait également le sort des Canadiens-français de l'Ontario, et bientôt celui de tous les Canadiens-français, si les conseils de pusillanimité avaient prévalu dans le passé, s'ils devaient triompher dans l'avenir.

Tout ce que nous avons gagné, tout ce que nous avons gardé, c'est la lutte, à la lutte ardue, constante et parfois violente, que nous le devons. Tout ce que nous avons perdu ou manqué d'obtenir peut être mis au compte du désarmement et de la fausse conciliation.

\* \* \*

On objectera peut-être qu'il s'agit ici d'une question de mots et de procédés plutôt que de fond. Eviter les injures, les mots inutilement blessants, fort bien. Mais de là à ne pas appeler les gens et les choses par leur nom, il y a loin. Talleyrand disait que la parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée. Cette définition peut marquer le langage des diplomates sans moralité, des politiciens sans conscience, des peuples sans fierté. Elle ne saurait convenir aux hommes droits et vraiment forts, aux peuples virils, soucieux de mériter le respect des nations qui les entourent. Si ceux qui ont charge d'éclairer et de diriger l'opinion publique cessent d'appliquer aux hommes et aux choses les mots qui les désignent clairement et en toute vérité, la notion même de la vérité et de la justice s'altère dans l'esprit du peuple. Si par exemple, politiciens et journalistes canadiens se battent les flancs pour prêcher la guerre sainte contre les "barbares" d'Europe, les "Huns", les "Vandales", féroces violeurs du droit des petits peuples et des nationalités, et qu'ils s'enfarinent les lèvres et s'ennuient la langue pour susurrer, avec toutes sortes de précautions, de timides et conciliantes protestations contre les dénis de justice perpétrés par nos "compatriotes anglais", contre leurs violations constantes, systématiques et volontaires du pacte fédéral, contre leur mépris de la foi jurée et du droit naturel des pères de famille, il arrivera de deux choses l'une: ou le peuple verra clair et traitera comme des hypocrites, des lâches et des menteurs ceux qui ont mission de l'éclairer et qui le trompent; ou il s'habitue à croire qu'en effet il faut établir une différence radicale entre l'injustice et la tyrannie pratiquées en Prusse et la tyrannie et l'injustice perpétrées au Canada. Il s'avilira, il s'abêtira, il perdra la juste notion du droit, de la justice et de la vérité.

\* \* \*

Que les politiciens intéressés à faire triompher l'iniquité ou liés par des intérêts de parti à ceux qui la commettent, s'appliquent à tromper l'opinion et à énerver la conscience du peuple, nous le comprenons; que

des journalistes mercenaires, instruments aveugles des politiciens et des faiseurs qui les paient, les soutiennent dans cette triste besogne et s'efforcent d'endormir la conscience publique, nous le comprenons encore; mais qu'un journal éminemment respectable, protégé contre toutes les influences pernicieuses, censément libre de toute préoccupation et de tout intérêt de parti, fondé pour soutenir la vérité contre l'erreur, pour défendre la justice contre l'iniquité et "tout restaurer dans le Christ", incline dans cette voie, c'est ce qui dépasse notre entendement.

Si l'on nous objecte que le Christ a prêché et pratiqué la douceur, la soumission aux lois et à l'autorité, nous répondons qu'il a également stigmatisé avec la plus extrême vigueur, sans l'ombre d'une conciliation, l'hypocrisie, l'exploitation des choses saintes, le scandale des petits et des ignorants. Il a chassé du temple à coups de fouet les trafiquants et les "hommes d'affaires"; il a appelé les princes des prêtres, les scribes et les pharisiens "race maudite", "race de vipères", "sépulcres blanchis". On ne niera pas que c'était là des "termes agressifs et blessants".

Or comment qualifier les hommes qui, dénonçant avec tant d'hyperboles la tyrannie prussienne, font subir à leurs concitoyens, au mépris de la constitution, de la justice et du droit naturel, un traitement aussi tyrannique et moins justifiable encore, aux regards de l'histoire et des conditions respectives des deux peuples, que le régime scolaire imposé aux Alsaciens Lorrains de langue française?

Au risque de nous attirer de nouvelles foudres de la part du plus intégriste des journalistes canadiens, nous persistons à croire avec Boileau et Louis Veillot qu'il faut appeler "un chat un chat et Rolet un fripon", et que Sa Grandeur Mgr Latulippe n'a pas tort de trouver que les procédés des Boches d'Ontario sont aussi exécrables que ceux des Boches de Poméranie.

Henri BOURASSA.